

PREFET DE LA REGION OCCITANIE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Occitanie

**Décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas, en application
de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, relative au défrichement de 1.83 ha pour la
réalisation de 5 lots à bâtir sur le territoire de la commune de NIMES (30)
déposé par BRAHIN BARNET Anne**

Le préfet de région, en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application de l'article R.122-6 du Code de l'environnement,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au projet référencé ci-après :

- n°2016-004680,
- **Défrichement de 1.83 ha pour la réalisation d'un lotissement de 5 lots sur le territoire de la commune de NIMES (30) déposée par BRAHIN BARNET Anne,**
- **reçue le 14/11/2016 et considérée complète le 14/11/2016 ;**

Vu l'arrêté du préfet de région du Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, en date du 04 janvier 2016, portant délégation de signature au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 22/12/2016 ;

Considérant la nature du projet :

- qui consiste à défricher 1,83 ha de garrigues préalablement à la viabilisation de 5 lots d'une superficie supérieure à 3 000 m² destinés à la construction de maisons individuelles, d'une surface plancher maximale de 1 285 m², étant précisé qu'il n'est pas prévu la réalisation de voiries, seule la réalisation d'un bassin de rétention commun sur une emprise de 1 800 m² étant envisagée ;

- qui relève de la rubrique 51° a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets de défrichement soumis à autorisation au titre de l'article L.341-3 du code forestier et portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare et inférieure à 25 hectares ;

Considérant la localisation du projet :

- au lieu-dit « Le Pathion Sud », sur les parcelles cadastrées section BT n°32, 33, 48, 474 situées entre des chemins de la Capitelle et de la Cigale qui permettront l'accès à chacun des 5 lots à bâtir ;

- en zone N 3 du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 1 juin 2015, zone qui autorise l'habitat individuel diffus dans ce secteur naturel à condition qu'il ne porte pas atteinte à la préservation des milieux naturels et des paysages ;

- sur une commune couverte par un Plan de Prévention des Risques d'inondation ;

Considérant que les impacts prévisibles du projet sur l'environnement ne devraient pas être significatifs compte tenu :

- de l'importance modérée des travaux de viabilisation à réaliser eu égard à la localisation de chaque lot en bordure des voiries existantes permettant le raccordement aux réseaux divers situés dans l'emprise du domaine public ;

- de la situation de la zone susceptible d'être affectée par le projet, qui est circonscrite par les voiries et habitations existantes, et de l'absence de sensibilité environnementale particulière ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de Défrichement de 1,83 ha pour la viabilisation de 5 lots à bâtir sur le territoire de la commune de NIMES (30), objet de la demande n°2016-004680, n'est pas soumis à étude d'impact.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la DREAL le Système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Montpellier, le

12 DEC. 2016

Pour le préfet de région et par délégation,


Frédéric DENTAND

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de région

DREAL Occitanie

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

Recours gracieux :

Monsieur le préfet de région

DREAL Occitanie

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer

Tour Séquoia

92055 La Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV

BP 7007 - 31068 Toulouse Cedex 7

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)